



HAL
open science

La polysémie du risque : La prévention face l'opérateur idéologique d'une nouvelle vision du monde

Nicolas Fieulaine

► **To cite this version:**

Nicolas Fieulaine. La polysémie du risque : La prévention face l'opérateur idéologique d'une nouvelle vision du monde. 2001. halshs-00494512

HAL Id: halshs-00494512

<https://shs.hal.science/halshs-00494512>

Preprint submitted on 23 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LA POLYSEMIE DU RISQUE:

La prévention face l'opérateur idéologique
d'une nouvelle vision du monde

Nicolas Fieulaine
Groupe de Recherche en Psychologie Sociale
Université Lumière-Lyon2
(nicolas.fieulaine@univ-lyon2.fr)



>> Document de travail

>> Juillet 2001

Le risque : Une notion polysémique

La notion de risque est désormais omniprésente dans le vocabulaire attaché à l'action sanitaire. Largement polysémique (Paicheler, 2000), cette notion a fait l'objet de nombreuses tentatives de définition. Une des principales distinctions, qui définit deux acceptions de la notion de risque est celle qui différencie le risque comme réalité et le risque comme représentation (Augé et Herzlich, 1984 ; Bajos et Ludwig, 1995). Dans la première, le risque est analysé à partir des définitions institutionnelles et techniques du risque et il fait donc office de réalité objective à laquelle les individus sont confrontés. Dans la seconde, le risque est analysé comme une construction sociale, c'est alors la réalité sociale, issue de la construction collective de l'objet «risque» qui sert de postulat à l'analyse. Concernant les recherches sur l'épidémie du SIDA, cette distinction représente un enjeu majeur dans ses conséquences sur les politiques de prévention (Bajos et Ludwig, op. cit.).

Dans le cas où la définition épidémiologique du risque sert de postulat, le principal enjeu de la prévention est l'information des individus, et l'on considère que des connaissances exactes des modes de transmission de la maladie vont impliquer des comportements adaptés de protection. Cette position résolument objectiviste est historiquement datée, et son évolution ainsi que son pendant épistémologique découlent tous deux d'un constat d'échec. Il est en effet très vite apparu que de bonnes connaissances ne permettaient pas de prédire les comportements de prévention (enquêtes *KABP*, Moatti, Dab et al., 1990, 1992). L'effort de recherche s'est alors tourné vers ces «erreurs», ces «irrationalités sanitaires» qui font que, bien que connaissant les modes de transmission du virus, les individus n'aient pas adopté les comportements de prévention adaptés. Cependant, d'autres recherches remettent en cause la réalité objective du risque comme postulat (Paicheler, 2000 ; Bajos, 1998 ; Pollak, 1988 ; Calvez, 1995). Dans ces travaux, la rationalité sanitaire n'est pas considérée comme s'imposant aux individus qui commettent alors des erreurs en s'en écartant, mais comme faisant l'objet d'une reconstruction collective au niveau du sens. Cette reconstruction est déterminée par des antécédents anthropologiques et culturels, et s'opère sous la contrainte des positionnements sociaux des individus et des groupes ainsi que des rapports conflictuels entre ces groupes (Douglas, 1992).

Discours scientifique et sens commun

A minima, le risque est défini comme «une propriété qui concerne le passage d'un présent à un futur, que la culture savante ou populaire, les groupes, les individus attribuent à des situations qui peuvent avoir des conséquences négatives» (Bajos, 1998 p.36). Doit-on pour caractériser une situation comme étant à risque se référer à une objectivité scientifique, à laquelle il suffirait que les individus accèdent pour se prémunir, ou doit-on plutôt prendre en considération une autre réalité qui est celle que les acteurs ont reconstruit collectivement ? La théorie des représentations sociales, et en particulier l'ouvrage *Principes* de Moscovici (1961) nous invite à prendre en considération les processus par lesquels se diffuse le savoir scientifique dans le sens commun. Il devient dès lors inévitable de s'interroger sur la reconstruction du sens qu'opèrent collectivement les individus sur les notions que la science met à leur disposition ou sur les pratiques nouvelles qu'elle tente de prescrire.

Ce rapport entre le discours scientifique et le sens commun est complexe, et demande pour être étudié à prendre en compte les préconstructions collectives auxquelles viennent s'intégrer les notions nouvelles. Ces préconstructions cognitives, qui orientent et donnent sens aux pratiques et constituent la réalité sociale, entretiennent un rapport dialectique aux objets sociaux nouveaux ou renouvelés qui font irruption dans le champ social. En effet, ces objets nouveaux vont être reconstruits pour être intégrés aux représentations sociales pré-existantes, et en retour, ces représentations vont être transformées par cette intégration (Morin, 1996, p.86). Ces représentations sont dépendantes des caractéristiques du groupe social qui les élaborent, et cela est d'autant plus vrai que l'on considère parfois qu'un groupe n'existe que dès lors qu'il partage une représentation. Ces caractéristiques se trouvent à la fois dans les réalités objectives que constituent les positions sociales et les pratiques, et dans la médiation symbolique qu'opèrent les référents idéologiques et normatifs largement partagés entre ces positions, ces pratiques, et la connaissance de soi et du monde. C'est sur la base de cette théorie que nous abordons la notion de risque et le rapport que les individus et les groupes entretiennent avec celle-ci.

Une nouvelle vision du monde

Bien que dorénavant largement utilisée dans le domaine de la prévention sanitaire, la notion de risque préexistait à son application dans ce champ. La vision probabiliste qu'elle implique, ainsi que sa diffusion dans le sens commun sont antérieurs à l'apparition de l'épidémie du SIDA. D'abord développée dans le domaine de l'assurance, la notion de risque

permet de quantifier l'aléatoire, et de déterminer des parts de responsabilité (Beck, 1999). Elle s'attache alors à un courant philosophique de fond qui remet en cause les sur-déterminismes, et inaugure une nouvelle conception de la causalité en s'appuyant sur les probabilités. « Il ne s'agit plus d'expliquer un effet par une cause simple, déterministe, nécessaire et suffisante, mais de l'associer à une multitude de facteurs de risque qui le favorise sans l'entraîner automatiquement, et dont l'influence est mesurable par le calcul d'une corrélation, qui reste toujours partielle » (Peretti-Watel, 1999, p.12). Cette vision du monde, qui considère l'aléatoire comme probablement prévisible imprègne de nombreux domaines. La théorie du chaos en mathématiques rencontre l'émergence d'un nouveau paradigme dans les sciences humaines, incarné par Raymond Boudon, qui critique le déterminisme et la vision causaliste des phénomènes sociaux et plaide pour une plus grande place accordée à l'incertitude et au désordre (Boudon, 1984 ; cf. aussi Balandier, 1988). Cette nouvelle conception des liens entre cause et effet est également dominante en économie où la fluidité récente des capitaux et la mondialisation des échanges accélèrent la financiarisation et accordent une place prépondérante aux bourses, prises d'assaut par les petits actionnaires.

Cette convergence, qui reflète un changement du rapport au monde met sur le devant de la scène la notion de risque. Son rôle premier est de déterminer, dans un monde où tout est instable et aléatoire, les responsabilités dans ce qu'il est dès lors convenu d'appeler «accident ». C'est ce rôle qu'assigne Douglas (1992) au risque dans le cas de l'épidémie du SIDA. Peretti-Watel note que «dans une société de plus en plus assurantielle, où les risques sont socialisés (...), celui qui par un comportement déviant s'expose à un risque est à la fois victime et coupable » (1999, p.26). On assiste en effet à l'émergence conjointe de deux idéologies qu'il convient d'articuler dans une sociodicée (Bourdieu, 1998, p.49) suffisamment convaincante. Le monde est tout entier instable, flexible et aléatoire, et les individus sont libres, autonomes et responsables. Après une ère où, sous le règne des religions, la destinée et la volonté divine guidaient la vie des hommes, on entre désormais dans un monde où rien n'est déterminé, et où seule la volonté individuelle permet à chacun de déterminer son existence (Boltanski et Chiapello, 1999, p.59, Liasos, 1999, p.62). La notion de risque permet alors d'articuler l'aléatoire et la responsabilité, grâce à la détermination statistique de *facteurs de risque*. Sur le plan sanitaire, il en résulte une «double attribution » qui situe l'origine d'un événement (par exemple la maladie) à la fois dans les caractéristiques de l'environnement et dans le comportement des individus face à cet environnement.

La valeur moderne du risque

Cette modernité de la notion de risque incite à s'interroger sur la communication dont elle fait l'objet dans les différents champs sociaux. On ne peut alors qu'être surpris de la différence de traitement médiatique dont fait l'objet le risque selon le domaine où il s'applique. Au moment même où la prévention sanitaire multiplie les campagnes pour dissuader le public d'avoir des conduites à risque, les politiques en matière d'aide sociale et en particulier d'aide au retour à l'emploi affiche comme objectif de favoriser la prise de risque chez les bénéficiaires (par exemple, la convention UNEDIC 2001 entend grâce au PARE «favoriser le développement de l'initiative et de la prise de risques» (Art 1^{er}, § 5)). L'avènement d'une «société du risque» (Beck, 1992) et la communication massive dont fait l'objet le risque amène à prendre en considération les différentes valeurs qui y sont attachées selon les champs sociaux, ainsi que les effets de cette polysémie chez les individus. Avant d'aborder ce qui ne représente que des perspectives, il semble nécessaire de s'interroger sur «l'utilité sociale» de la notion de risque.

Instabilité et précarité

Le constat d'une instabilité grandissante des statuts sociaux est partagé par de nombreux sociologues (Bourdieu, 1998 ; Bihl et Pfefferkorn, 1999 ; Castel, 1995 ; Paugam, 2000). En effet, ceux-ci sont de moins en moins garantis dans la durée, remettant en cause l'accès aux droits qu'ouvrent les statuts professionnels. C'est cette nouvelle insécurité sociale que décrit le terme précarité. La dimension essentielle de la précarité réside dans l'instabilité généralisée qu'elle institue, avec tous les effets que cela peut engendrer. Source de stress, la précarité «prive les salariés du socle minimal de stabilité et, dans certains cas, des moyens nécessaires à leur épanouissement (...). Leur identité a, dans ce cas, de fortes chances d'être affectée par l'absence de projets (...) et de possibilités d'en élaborer» (Paugam, 2000 ; p.18). Chauvel (1997, cité par Boltanski & Chiapello, op. cit.) interprète la nouvelle structure des suicides (plus masculins, et à la fois plus jeunes et plus vieux) comme «le signe d'une modification de la relation au temps aux différents âges : Les jeunes et les personnes dans la force de l'âge auraient de plus en plus de difficultés à se projeter dans l'avenir, du fait de l'incertitude affectant toutes les relations qui les rattachent au monde et aux autres». De son côté, Bourdieu (1998) estime que la précarité, «aujourd'hui partout, produit des effets à peu près toujours identiques ; la déstructuration de l'existence, privée entre autres choses de ses structures temporelles, et la dégradation de tout le rapport au monde, au temps, à l'espace qui

s'ensuit. (...) En rendant tout l'avenir incertain, elle interdit toute anticipation rationnelle » (Bourdieu, 1998, p.96).

La précarité est donc définie comme «un état d'insécurité objective qui fonde une insécurité subjective généralisée » (Bourdieu, 1998 ; p.97), empêche toute projection rationnelle vers l'avenir et brise les solidarités établies par l'intégration professionnelle. Paugam (2000) montre à travers une étude qualitative, combien tous les secteurs de l'existence sont atteints (le rapport à l'emploi et au travail, les relations sociales, la famille, l'identité, la santé...).

Boltanski & Chiapello font remarquer que «tous les indicateurs dans lesquels Durkheim nous a appris à lire le signe de l'anomie sont à la hausse (...), ce qui peut être interprété non seulement comme un résultat mécanique du développement de la précarité et de la misère, mais aussi comme la marque d'un effacement des prises que les personnes peuvent avoir sur leur environnement social, avec pour résultat un affaiblissement de la croyance qu'elles peuvent placer dans l'avenir en tant que point de fuite capable d'orienter l'action et de conférer par rétroaction un sens au présent. Le trouble que suscite cette difficulté à se projeter dans l'avenir qu'expriment les indicateurs d'anomie peut être attribué à l'existence d'un conflit entre, d'une part, des normes valorisant ce qui se tient dans la durée, et d'autre part la condition humaine dans un monde flexible où les êtres se modifient au gré des situations qu'ils rencontrent » (1999 ; pp. 504-505).

Le risque : Opérateur idéologique ?

C'est au sein de ce conflit psychosocial que nous souhaitons replacer la notion de risque. Distribués de manière inégalitaire, les risques en introduisant une causalité complexe ne peuvent être dès lors que gérés. L'impasse du risque zéro, de nombreuse fois soulevée, ramène la question de l'acceptabilité du risque au premier plan (Peretti-Watel, op. cit., p. 32). Cette acceptabilité du risque, enjeu déclaré de l'action politique (cf. « Les Cahiers de la sécurité intérieure », 1999, n°38) «tend à réduire les disparités liées aux styles de vie et aux bénéfices inégalement distribués à l'intérieur de chaque champ d'activité technique ou sociale en les assignant les uns aux autres dans une brume vague et indifférenciée qui soustrait à la société le reflet de son image divisée et la possibilité de réagir à cette image » (Lianos, 1999, p.69). Le risque semble donc pouvoir agir comme un « opérateur idéologique », dont Poitou (1978) décrit la fonction comme «d'une part faire reconnaître comme réalité un rapport imaginaire, et en même temps faire méconnaître la nature imaginaire de ce rapport, ainsi que la véritable nature du rapport ainsi dissimulé, et enfin les conditions réelles qui sont

néanmoins les déterminants vrais de ce double effet (p. 17) ». Cette valorisation sociale du risque nous semble être également un discours visant l'acceptabilité de la précarité, qui est certes une situation objective, favorisée par la transformation des modes de production, qui demandent aux salariés d'être flexibles et mobiles (cf. l'augmentation des CDD, missions d'intérim, contrats aidés, stages de formation, etc. ; Bihl et Pfefferkorn, 1999), mais qui est aussi un état subjectif qui atteint les structures temporelles de l'expérience, et barre l'anticipation, provoquant des souffrances et du stress. L'incertitude généralisée et l'engagement dans des actions à court terme, correspondent à une prise de risque permanente. Survalorisée dans le domaine économique, cette flexibilité est un obstacle à la prévention sanitaire. Les individus eux-mêmes, au-delà des justifications idéologiques qu'un système élabore (Boltanski et Thévenot, 1989), reconstruisent le sens de leur vécu dans le sens d'une moindre souffrance.

C'est sur cette base là que nous rejoindrons Mary Douglas pour faire l'hypothèse que puissent se bâtir des identités qui font du risque un élément positif et constitutif du Soi, le «self as a risk-taker» (Douglas, 1992, pp. 103-121), en nous appuyant sur l'analyse développée supra, qui situe l'origine d'une telle construction socio-culturelle de l'identité davantage dans une théorie de la rationalisation sous l'effet d'opérateurs idéologiques, un «sens pratique» qui fait dire à Bourdieu que «l'institution pratique d'un monde darwinien, qui trouve les ressorts de l'adhésion à la tâche et à l'entreprise dans l'insécurité, la souffrance et le stress, ne pourrait sans doute pas réussir si elle ne trouvait la complicité des habitus précarisés que produit l'insécurité». Il semble bien, comme le remarque Michel Lianos, qu'«il n'existe pas une «chose» telle que le risque dans les rapports sociaux, mais seulement une condition sociale qui est favorable à la réification du risque; son omniprésence n'est que le retentissement discursif des vraies mutations sociales» (op. cit. p.72).

Il nous semble donc que la prise en considération de ce statut social du risque est indispensable dans le champ de l'étude des comportements de prévention face au risque de contamination du SIDA. L'expérience de la précarité dans la temporalité déstructurée qu'elle implique pourrait peut-être éclairer certains comportements face au risque de maladie. L'attitude face au risque au-delà du champ de la santé, peut participer à expliquer le relâchement des pratiques de prévention, alors que l'information semble être efficace. Il ne s'agit là que de perspectives, que certains résultats semblent pouvoir appuyer (Peretti-Watel, 1999, Touzard et al., 1998, Pollack, 1988).

BIBLIOGRAPHIE

- Augé, M. et Herzlich, C. (1984) *Le sens du mal*. Paris ? Editions des archives contemporaines.
- Bajos, N. (1998) Les risques de la sexualité, In Bajos, N. ; Bozon, M. et al. (dirs) *La sexualité au temps du SIDA*, Paris, PUF, pp. 35-61.
- Bajos, N. et Ludwig, D. (1995) Risque construit et objectivation du risque : deux approches de l'adaptation au risque de transmission sexuelle du SIDA. In Bajos, N. ; Bozon, M. et Giami, A. (dirs.) *Sexualité et SIDA, recherches en sciences sociales*. ANRS, pp. 199-220.
- Beck, U. (1992) *Risk Society*. London, Sage Publications.
- Beck, U. (1999) Le cœur de la modernité, Entretien avec Guy Herzlich et Michel Wievorka, *Le monde des Débats*, dossier spécial Le Risque, novembre 1999.
- Bihr, A. & Pfefferkorn, R. (1999) *Déchiffrer les inégalités*. Paris, Syros.
- Boltanski, L. et Chiapello, E., (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Boltanski, L. et Thévenot, L. (1989) *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard.
- Boudon, R. (1984) *La place du désordre, critique des théories du changement social*. Paris, PUF
- Bourdieu, P. (1998) *Contre-Feux*. Paris, Liber-Raisons d'Agir.
- Calvez, M. (1995) La sélection culturelle des risques du SIDA, In Bajos, N. ; Bozon, M. et Giami, A. (dirs.) *Sexualité et SIDA, recherches en sciences sociales*. ANRS, pp.265-268.
- Castel, R. (1995) *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard.
- Douglas, M. (1992) *Risk and Blame. Essays in cultural theory*. London, Routledge.
- Liasos, M. (1999) Point de vue sur l'acceptabilité sociale du risque. *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° spécial Risque et démocratie, n°38, pp.55-73.
- Moatti, J.P. , Dab, W. et al. (1990) Les attitudes et les comportements des français face au SIDA, *La recherche*, n°222.
- Moatti, J.P. , Dab, W. et al. (1992) Les français et le SIDA, *La recherche*, n°247.
- Morin, M. (1996) De la prévention des risques du SIDA à la prise en charge des personnes atteintes, In Abric, J.C. (dir.) *Exclusion sociale, insertion et prévention*. Sainte-Agne, Erès, pp. 81-94.
- Moscovici, S. (1961) *La psychanalyse, son image et son public*. Paris, PUF.

- Paicheler, G. (2000) Understanding risk management. In Moatti, J.P. et al. (dirs.) Aids in Europe, new challenge for the social sciences. New York, Routledge.
- Paugam, S. (2000) Le salarié de la précarité. Paris, PUF.
- Peretti-Watel, P. (1999) Pourquoi et pour qui un risque est-il acceptable ? Représentations du risque et inégalités sociales. *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° spécial Risque et démocratie, n°38, pp. 9-33.
- Poitou, J.P. (1978) La dynamique des groupes, une idéologie au travail. Paris, CNRS.
- Pollak, M. (1988) Les homosexuels et le SIDA. Sociologie d'une épidémie, Paris, Editions Métailié.
- Touzard, H. et al. (1998) Sentiment amoureux, aspects socio-cognitifs et comportements de prévention face au SIDA. In Bajos, N. ; Bozon, M. et al. (dirs) La sexualité au temps du SIDA, Paris, PUF, pp. 337-374.